



# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Pays nordiques

Une publication du SER de Stockholm  
N°91 – Semaine du 24 février 2025

### LE CHIFFRE DE LA QUINZAINE

Soutien des pays nordiques à l'Ukraine sur la période 2022-2024 :

# 19,5 Md€

Ce montant se décompose en aide militaire (16,4 Md€), financière (1,5 Md€) et humanitaire (1,6 Md€) et représente, en cumulé, 1,13% du PIB de la zone nordique en 2023.

Sources : [World Bank](#), [Kiel Institute](#)

## Pays nordiques

**La Suède et la Finlande en tête de l'UE pour la part des énergies renouvelables dans le secteur des transports.** La Suède est le seul pays à dépasser l'objectif d'énergies renouvelables utilisées dans les transports fixé par l'UE pour 2030, avec une part de 34%, tandis que la Finlande arrive en deuxième position (21%). Les sources d'énergie renouvelable dans les transports comprennent les biocarburants liquides, le biométhane et l'électricité renouvelable consommés dans les transports routiers et ferroviaires.

### Nordea analyse l'impact potentiel des mesures tarifaires américaines sur les économies nordiques.

L'analyse détaillée, publiée par le groupe bancaire nordique le 14 février, conclut à une vulnérabilité directe limitée et inégale selon les pays de la zone. Toutefois, d'importants effets indirects sont envisageables. L'économie norvégienne serait moins exposée en raison de la nature de ses exportations. Dans les autres pays nordiques, l'impact tarifaire direct serait tangible (de modéré à important) et corrélé à l'ampleur des mesures et au « choc de confiance négatif » qui pourrait, selon les analystes, conduire à des taux de croissance négatifs dans les prochains mois. Les devises suédoise et norvégienne pourraient connaître des dépréciations significatives selon cette étude.

# Danemark

**L'inflation au Danemark a ralenti à 1,5% en janvier contre 1,9% en décembre, mais les prix restent nettement plus élevés qu'il y a trois ans** (+10 % en moyenne), selon

l'Institut danois de la Statistique (*Danmarks Statistik*). Les prix des denrées alimentaires ont atteint des niveaux records (+22% sur 3 ans), avec notamment des hausses importantes pour le beurre (+34% sur 3 ans), l'huile d'olive (+58%) et le café (+32%). Cette nette augmentation est en partie due à la stagnation de la production en Europe, accompagnée de l'augmentation des salaires, des coûts de l'énergie, des taux d'intérêts et des effets du dérèglement climatique. Aucune baisse n'est attendue à court terme, et une remontée de l'inflation vers 3% est anticipée en 2025 par la banque *Arbejdernes Landsbank*, notamment en raison des tensions commerciales entre les États-Unis et l'UE. Mesurée par *Danmarks Statistik*, la confiance des consommateurs est au plus bas en ce début d'année.

**Les partenaires sociaux danois ont signé un nouvel accord collectif de trois ans couvrant 6000 entreprises et 230 000 employés du secteur industriel.** L'accord prévoit

une hausse progressive des salaires minima (+3,75 DKK par heure en 2025 et +3,5 DKK par heure en 2026 et en 2027), une augmentation des cotisations patronales aux retraites (passant de 10% à 11%) et un renforcement des droits sociaux : congés parentaux supplémentaires, congés pour proches malades et droit de refuser des heures supplémentaires dans certaines situations familiales. Conclu dans un contexte marqué par l'incertitude économique liée à la conjoncture européenne et aux tensions commerciales internationales, cet accord vise à garantir stabilité et compétitivité.

**Novonesis devient leader des enzymes pour l'alimentation animale en rachetant la part du groupe suisse DSM-Firmenich dans leur coentreprise Feed Zyme Alliance pour 1,5 Md€.** Novonesis

renforce ainsi sa présence dans les solutions biologiques pour l'élevage, un secteur en pleine croissance face aux défis environnementaux. Issue de la fusion entre Novozymes et Chr. Hansen en 2024, Novonesis détient près de 50% du marché des enzymes et biocultures et devient un acteur clé de l'innovation durable en nutrition animale. Pour DSM-Firmenich, ce rachat s'inscrit dans le cadre d'un repositionnement stratégique vers les produits cosmétiques.

**Les produits danois les plus exposés à l'instauration de droits de douane réciproques entre les États-Unis et l'UE sont les enzymes (taxées à 6,3% par l'UE contre 0% aux États-Unis), les pièces aéronautiques et les aliments préparés,** d'après une analyse de la

Confédération des industries danoises (DI). Toutefois, l'impact global resterait limité, étant donné que seules 36% des exportations danoises bénéficient de droits de douane moins élevés aux États-Unis que dans l'Union européenne. Ainsi, le Danemark subirait de facto une hausse tarifaire d'un peu moins de 1 point de pourcentage (légèrement moins qu'en France) sur l'ensemble des exportations danoises. En revanche, DI souligne qu'avec une TVA de 25%, soit l'une des plus élevées au monde, le Danemark serait particulièrement exposé en cas d'introduction de tarifs douaniers américains correspondant aux taux de TVA des pays de l'UE. Les experts appellent à la prudence en attendant les décisions définitives annoncées le 1<sup>er</sup> avril par l'administration américaine.

**Le gouvernement danois prévoit de renoncer aux règles européennes en matière d'appels d'offres pour acquérir entre 18 et 25 Md DKK de matériel de défense aérien au printemps.** Le ministère de la

Défense a annoncé qu'il passerait directement commande auprès des fabricants afin d'accélérer le processus. Cette décision, qui augmente le risque d'erreurs dans les achats, a pour objectif d'assurer un approvisionnement rapide en drones et munitions. L'exception aux règles

européennes de mise en concurrence est invoquée pour motif de sécurité nationale. D'habitude fervents défenseurs de la libre concurrence et des règles européennes en matière de marchés publics, la Chambre de commerce danoise (*Dansk Erhverv*) et la Confédération des industries danoises (*Dansk Industri*) soutiennent cette décision qui devrait avantager les entreprises danoises.

### **Le Parlement adopte les propositions du Gouvernement concernant le futur pipeline d'hydrogène dans le Jutland.**

Le Danemark se concentrera dans un premier temps uniquement sur la section du gazoduc allant d'Esbjerg à la frontière et reporte le projet initial de construction d'un pipeline de 360 km de long. Il vise une mise en service de cette première section en 2030. Par ailleurs, l'État fournira à *Energinet* 7,4 Md DKK (1 Md€) de prêts garantis pour la construction et jusqu'à 8,3 Md DKK (1,1 Md€) de subventions pour l'exploitation du pipeline. La pré-réservation de capacités (engagement d'utilisation) imposée aux industriels a été abaissée de 0,8 à 0,5 GW d'hydrogène pour la section en question.

### **Le gouvernement danois propose un fonds d'accélération de 50 Mds DKK (6,7 Mds€) sur 2025-2026 afin de renforcer rapidement les capacités militaires du pays.**

Ce fonds s'ajoute aux accords de défense existants, et devrait porter les dépenses militaires au-delà de 3% du PIB. Il inclut des investissements dans les capacités de défense critiques, une réorganisation du ministère de la Défense et un soutien militaire supplémentaire à l'Ukraine. Selon le service danois de renseignement, une fois la guerre

en Ukraine terminée, la Russie pourrait retrouver en l'espace de deux ans une puissance militaire suffisante pour mener une offensive contre un ou plusieurs pays de l'OTAN si l'Alliance ne renforçait pas sa propre défense.

# Finlande

## Grèves de trois jours dans la grande distribution.

Les négociations collectives entre le syndicat des services (PAM) et la fédération du commerce n'ayant pas abouti, des grèves ont eu lieu la semaine du 17 février dans près de 3 000 sites des trois grandes enseignes de grande distribution. 70 000 salariés étaient concernés. Une première grève de trois jours s'est déroulée du 17 au 19 février dans le secteur logistique, puis une seconde du 19 au 21 février dans les supermarchés. PAM demande une hausse des salaires de 10 % en deux ans.

## Le gouvernement veut durcir les obligations des salariés à temps partiel touchant le chômage.

Une consultation est ouverte du 10 février au 28 mars sur un projet de loi relatif aux services de l'emploi. Le gouvernement souhaite renforcer les obligations de recherche d'emploi des travailleurs à temps partiel : ceux-ci pourraient se voir obligés de postuler à au moins quatre offres d'emplois par mois pour recevoir des allocations de chômage (soit la même obligation que les autres bénéficiaires du chômage), contre au moins une offre d'emploi tous les trois mois actuellement. Plus de 40 000 travailleurs à temps partiel sont concernés.

## La Helsinki Areena rachetée à ses anciens propriétaires, oligarques russes.

Un accord avait été annoncé en novembre 2024 pour l'acquisition du stade de hockey, fermé depuis plus de deux ans du fait des sanctions européennes contre ses anciens propriétaires, Gennadi Timtchenko et Boris Rotenberg. Après une autorisation de dérogation aux sanctions dans le cadre du 15<sup>e</sup> paquet de sanctions de l'UE contre la Russie, en décembre, puis des autorisations du ministère des affaires étrangères et de l'autorité nationale d'application des lois, la propriété du stade a été officiellement transférée le 17 février à la société d'investissement immobilier Trevian.

## Verso Energy prévoit deux usines d'hydrogène en Finlande.

Le groupe français a annoncé deux projets d'usines de carburant d'aviation synthétique (eSAF) dans le nord du pays. Le 13 février 2024, un accord a été signé avec la ville d'Oulu (nord-ouest) pour un projet dans la zone portuaire d'Oritkari, le premier de Verso hors de France. Avec un investissement estimé à 1,4 Md€, l'usine emploierait 250 personnes et produirait 80 000 tonnes d'eSAF par an. Le 14 février, Verso a annoncé un projet similaire à Tornio (Laponie), où un terrain de 25 hectares a été réservé. Le projet est estimé à 1,1 Md€. L'usine utiliserait le CO<sub>2</sub> produit par l'usine de pâte à papier de Kemi et produirait 81 000 tonnes d'eSAF par an.

## Outokumpu veut construire un petit réacteur modulaire (SMR).

Le 13 février, l'aciériste a annoncé la conclusion, positive, d'une étude de faisabilité relative à la construction d'un SMR près de son usine principale, à Tornio. Le groupe annonce rechercher désormais des partenaires pour financer et développer le projet. « *Ayant pris la décision stratégique de ne pas diversifier nos activités vers la production d'énergie, nous souhaitons confier le projet à un partenaire désireux de le poursuivre et d'investir dans ce domaine* », explique Stefan Erdmann, directeur technique d'Outokumpu.

## Neste annonce 450 suppressions d'emplois en Finlande.

La société spécialisée dans le raffinage, détenue à 44 % par l'Etat finlandais, a annoncé le 13 février la suppression de 600 emplois dans le monde, dont 450 en Finlande. Cette annonce fait suite à de mauvais résultats financiers au 4<sup>e</sup> trimestre 2024, avec une baisse de l'EBITDA de 78 %, à 168 M€. L'objectif de Neste est d'améliorer son EBITDA de 350 M€ d'ici fin 2026, dont 250 M€ de réduction des coûts opérationnels.

# Islande

## **Arion Banki annonce souhaiter fusionner avec Íslandsbanki.**

En réaction à l'annonce le 14 février du Gouvernement islandais de vouloir conclure la vente de la participation de l'Etat dans *Íslandsbanki*, dans une lettre rendue publique, la banque *Arion Banki* se déclare intéressée par une fusion entre les deux établissements bancaires. Le conseil d'administration d'*Íslandsbanki* dispose d'un délai de 14 jours pour répondre à l'offre d'*Arion Banki*. La faisabilité d'une telle fusion entre deux banques d'importance systémique est incertaine du point de vue de l'autorité islandaise de la concurrence. Les marchés financiers ont rapidement réagi à cette annonce, avec une augmentation du cours des actions d'*Arion Banki*.

## **Fitch Ratings confirme la note de défaut émetteur à long terme en devise étrangères (IDR) de l'Islande à « A », avec des perspectives stables.**

La note obtenue par l'Islande s'explique par le niveau élevé du revenu par habitant et les résultats solides du secteur privé, des caractéristiques typiques des Etats obtenant les notes de « AAA » ou « AA ». La petite taille de l'économie et la faible diversification des exportations islandaises pèsent toutefois sur la notation. L'agence de notation indique que davantage d'efforts de réduction de la dette publique, une croissance plus forte et plus de diversification de l'économie pourraient réduire la vulnérabilité de l'économie nationale face aux chocs extérieurs et amener à rehausser la note du pays. Au contraire, un relâchement budgétaire ou un important choc économique pourraient provoquer une réévaluation à la baisse de cette notation.

## **L'Islande au 14ème rang des pays qui pêchent le plus en mer en 2022.**

Selon des chiffres publiés par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Islande a pêché 1,4 million de tonnes de poissons en mer en 2022, ce qui représente 1,7% de la pêche mondiale. Les prises islandaises se composent

d'espèces familières comme le hareng, le maquereau et le cabillaud, ainsi que d'espèces moins traditionnelles comme l'anchois du Pérou, le colin d'Alaska ou encore le thon listao.

## **L'Islande remonte au classement de l'indice de perception de la corruption.**

Après avoir été classée en 19ème position en 2023, l'Islande occupe, en 2024, la 10ème position du classement de l'indice de perception de la corruption de *Transparency International*, avec un score de 77. Cette amélioration s'explique par l'absence en 2024 d'affaires majeures de corruption ainsi que par des soutiens financiers aux médias privés plus généreux que par le passé. Le score de l'Islande demeure le plus faible de l'ensemble des pays nordiques.

## **Les data centers Borealis annoncent d'importants investissements en Islande et en Finlande.**

Au terme d'une levée de fonds de 21 Mds ISK (143 M€), les data centers *Borealis* ont annoncé investir dans des équipements de nouvelle génération permettant en particulier d'héberger une clientèle spécialisée dans l'intelligence artificielle. Les fonds proviennent en majorité de la société d'investissement en infrastructures française *Infranity* (130 M€) et de la banque islandaise *Arion Banki* (14 M€). *Borealis* est détenu à 92% par la société de gestion *Vauban Infrastructures Partners*.

## **Dissolution de la coalition à la tête de la mairie de Reykjavik.**

Le Maire de Reykjavik, E. Þorsteinsson, a annoncé le 7 février 2025 la fin de l'alliance des partis du progrès, de l'alliance sociale-démocrate, de la réforme et des pirates qui était à la tête de la mairie depuis les élections municipales de mai 2022. Le maire a annoncé sa démission sur fond de désaccord au sein de la coalition sur la question du déplacement ou non de l'aéroport domestique de Reykjavik en dehors du centre-ville. Les partis socialiste, pirate, vert-gauche, de l'alliance sociale-démocrate et du peuple ont annoncé être entrés en négociations formelles et pourraient prendre la tête de la mairie dans les prochains jours.

# Norvège

## Discours annuel de la gouverneure de la Banque centrale.

Dans son discours annuel tenu le 13 février 2025, la gouverneure de la *Norges Bank* a constaté que le reflux de l'inflation n'avait pas terni les prévisions pour la croissance ou l'emploi. Une première baisse des taux directeurs pourrait intervenir en mars afin de renforcer la croissance. Ida Wolden Bache demeure attentive au risque de guerre commerciale qui pourrait affecter l'économie. Elle appelle le Fonds souverain à la plus grande prudence, car la très rapide hausse de ses rendements dans la tech américaine est une dynamique fragile, dont la rupture aurait une répercussion directe sur le budget de l'Etat.

## Augmentation importante de l'excédent commercial en janvier.

L'excédent commercial de la Norvège s'est élevé à 7,9 Md€ en janvier 2025, soit 20% de plus qu'en janvier 2024. Ces résultats ont principalement été tirés par les recettes du gaz (5,9 Md€, + 56%).

## Forte délégation norvégienne au Sommet sur l'intelligence artificielle à Paris.

La ministre du numérique, Karianne Tung, a participé au Sommet pour l'action sur l'intelligence artificielle à Paris. La Ministre était accompagnée d'une délégation de 27 entreprises, organisée par la Chambre de commerce franco-norvégienne. La délégation d'entreprises a notamment visité le centre de recherche de Saclay et a été reçue par les responsables de la start-up Mistral AI. Un séminaire franco-norvégien sur l'IA s'est tenue au siège de SopraSteria, en présence notamment d'Axelle Lemaire, ancienne ministre du numérique.

## Forte hausse du prix du logement.

L'année 2024 a été marquée par une forte hausse des prix du logement qui continue en ce début d'année 2025. Au cours du premier mois de l'année, la croissance des prix a été de 4,4% en glissement annuel. Le Premier ministre Jonas Gahr Støre a annoncé le 5 février son objectif de construction de 130 000 logements neufs d'ici 2030 pour répondre à la demande.

## Le Parti Travailleiste reprend l'avantage dans les sondages.

Les derniers sondages de NRK et VG, à la suite de la sortie du Gouvernement du Parti du Centre, indiquent une nouvelle dynamique du Parti Travailleiste, qui reste seul au pouvoir, gagnant 8 points à 28,7% en février (un résultat historiquement élevé depuis six ans). Dans le camp adverse, le Parti du Progrès continue à séduire un électeur sur quatre, tandis que le Parti Conservateur est au plus bas depuis 2009 (16,2%) d'intentions de vote.

## Les principaux partis norvégiens opposés à un débat sur l'adhésion à l'UE.

Pour le Premier ministre travailliste Jonas Gahr Støre, ouvrir un débat sur l'adhésion de la Norvège à l'UE maintenant serait une erreur. « *Dans le contexte actuel, il convient de préserver ce que nous avons, c'est-à-dire l'accord EEE* », a indiqué M. Støre. Son analyse est partagée par la présidente du Parti Conservateur Erna Solberg, pourtant personnellement favorable à une adhésion. Au sujet d'une possible guerre commerciale entre les Etats-Unis et l'UE, le Parti du Centre estime que la Norvège n'a pas à craindre une indifférence de la Commission européenne aux intérêts norvégiens car Bruxelles sait que l'UE est dépendante des hydrocarbures norvégiens.

## Retards dans la transposition des directives européennes.

Après le départ du Parti du Centre du gouvernement, le ministre des affaires étrangères, Espen Barth Eide, souhaite donner une nouvelle impulsion aux transpositions des directives européennes dans la législation norvégienne. L'UE avait pointé le 7 février durant la réunion du comité de l'EEE le retard de transposition de 563 actes par la Norvège et s'était dite « *toujours pas satisfaite* ». Le président du Parti du Centre, Trygve Slagsvold Vedum, estime que cette politique n'est pas judicieuse et dénonce une volonté cachée des Travailleistes de faire de la Norvège un Etat membre de l'UE.

## Le Storting favorable aux centrales hydroélectriques dans les sites naturels classés.

Une large majorité de députés a adopté le 13 février

une disposition autorisant la construction de barrages hydroélectriques sur des sites naturels protégés. Les Socialistes de Gauche, les Verts et les associations de défense de l'environnement ont dénoncé une attaque historique contre la nature norvégienne.

### **Energie éolienne en mer : le gouvernement abandonne le projet de la zone Southwest F pour 2025.**

Le ministère de l'énergie a reçu le 10 février un rapport de l'entreprise publique Statnett, en charge du réseau électrique, sur le projet éolien offshore de la zone Southwest F en mer du Nord. Sur la base de ce rapport et pour des raisons financières, le ministère a décidé de renoncer, pour le moment, à ce projet. Dans le contexte actuel, il estime que la plupart des zones identifiées pour le développement de l'éolien offshore ne conviennent qu'à l'énergie éolienne offshore flottante.

### **Débat sur le nucléaire civil en Norvège.**

M. Kristjánsson, député du Parti Rouge, s'est dit favorable au développement du nucléaire civil en Norvège. Il explique que le nucléaire ne génère pas d'émissions de gaz à effet de serre. Le Parti Conservateur et le Parti du Centre veulent accélérer les études sur la possibilité de développer le nucléaire civil dans le Royaume. Le Parti Travailleiste a également récemment pris position en faveur d'études sur cette filière. Le Parti du Progrès est particulièrement favorable à l'énergie nucléaire.

### **Projets de nouveaux câbles sous-marins vers le Svalbard et l'île Jan Mayen.**

Lors du conseil des ministres du 14 février, un projet de loi a été présenté concernant l'autorisation du Storting pour conclure un accord avec *Space Norway AS* pour l'installation d'une nouvelle liaison fibre optique sous-marine vers l'archipel du Svalbard et l'île Jan Mayen. L'actuel câble vers le Svalbard a été déployé en 2004 et sa durée de vie technique est estimée à 2028. Il n'existe actuellement aucune liaison par fibre optique avec Jan Mayen et les communications avec l'île se font par satellite. Si le projet est validé par le Parlement, les études des fonds marins commenceront à l'été 2025 et le nouveau système de câbles serait opérationnel en 2028.

### **Le 1er vraquier électrique au monde sera norvégien.**

L'armateur norvégien Berge Rederi a chargé un chantier naval chinois de construire le 1er vraquier électrique au monde. Ce navire de 130 m de long transportera le marbre de la carrière de Hustadvika vers le port de Brønnøysund (Nordland). Ses émissions de CO2 seront inférieures de 9000 tonnes à celles d'un vraquier classique.

### **Ressources minières sous-marines : la plainte de WWF contre l'Etat rejetée par la justice.**

L'ONG WWF a perdu son procès contre l'Etat norvégien, qu'elle accusait d'avoir autorisé la prospection des ressources minières sous-marines sans les études scientifiques nécessaires.

### **Investissements insuffisants dans la défense selon le Centre norvégien de recherche sur la défense.**

Les investissements massifs de ces dernières années dans les forces armées n'ont pas suffi à combler le manque d'équipements et de personnes possédant une expertise adéquate selon le rapport du Centre de recherche. En particulier sur l'approvisionnement en missiles et en munitions ne permettrait pas au Royaume de tenir dans un conflit majeur. Selon le rapport, il faudrait 6,7 Md€ supplémentaires sur les 12 prochaines années pour atteindre les objectifs du plan à long terme pour la défense, adopté en 2024. Les experts appellent aussi à une plus grande intégration des technologies de pointe, comme les drones et les aéronefs sans pilote, dans les équipements militaires.

### **Menaces d'espionnage au Svalbard.**

Le 5 février, le service de sécurité de la police et le service de renseignement (PST) ont présenté leur évaluation des menaces pour 2025. Ils estiment que le Svalbard a une valeur militaire stratégique pour les services de renseignement d'États étrangers. « *Les tensions entre l'OTAN et la Russie ont mis en évidence la valeur militaire stratégique du Svalbard pour Moscou* », indique PST dans son rapport. La Chine est également présentée comme une menace par le biais d'instruments économiques, notamment l'acquisition d'entreprises et de biens immobiliers.

# Suède

## La Suède affiche un excédent commercial (biens) de 6 Md€ en 2024.

La valeur des exportations de biens s'est élevée à 2 056 Md de SEK (184 Md€ soit -2% par rapport à 2023) alors que la valeur des importations a atteint 1 988,5 Md de SEK (178 Md€ soit -3%). L'excédent commercial de biens a ainsi atteint 67,5 Md de SEK (6 Md€, soit 1% du PIB), contre 45,9 Md SEK en 2023 (0,7% du PIB).

## Les dépenses en R&D des entreprises ont représenté 2,68% du PIB en 2023.

Selon l'office suédois des statistiques (SCB), les dépenses en R&D des entreprises se sont élevées à 166,1 Md SEK en 2023 (14,5 Md€), ce qui correspond à 2,68% du PIB. Selon la SCB, aucun pays de l'UE n'a affiché des investissements privés en R&D aussi importants, rapporté au PIB, au cours de la décennie passée.

## Le gouvernement suédois prévoit d'investir près de 107 Md€ dans des projets d'infrastructure sur 12 ans.

L'administration suédoise des transports pourra commencer la construction de douze projets entre 2025 et 2027, dont la ligne de Botnie du Nord (Dåva-Skellefteå), la ligne ferroviaire des minerais, l'autoroute E22 et une route de fret passant par Bergslagen. Selon la ministre suédoise des Finances, E. Svantesson, ces infrastructures sont essentielles pour soutenir la croissance. L'administration des transports devra également fournir des informations complémentaires et analyser les coûts de certains projets d'ici le 19 mai.

## Evroc annonce un investissement de 4 Md€ pour la construction d'un centre de données en France.

Lors du Sommet pour l'action sur l'IA à Paris, l'entreprise suédoise spécialisée dans le cloud a annoncé son intention de construire un centre de données *hyperscale* d'une capacité de 96 MW conçu pour accueillir 50 000 unités de traitement graphique (GPU) à Mougins. Evroc prévoit également de construire deux sites supplémentaires de plus de 100 MW en France et d'étendre son campus de Sophia Antipolis avec une équipe

dédiée à l'IA dans les prochaines années. Le PDG d'Evroc, Mattias Åström, a évoqué une collaboration possible avec Nvidia pour l'approvisionnement en puces graphiques (GPU).

## Schneider Electric sélectionnée par Milence pour installer des bornes de recharge pour poids lourds dans la région nordique.

La joint-venture formée par Daimler Trucks, Traton Group (qui inclut Scania) et Volvo Group, a choisi Schneider Electric pour fournir des solutions de sous-stations entièrement exemptes de SF<sub>6</sub> (un gaz à effet de serre) pour ses hubs de recharge situés dans les pays nordiques. Ce partenariat a pour objectif de rendre le transport routier, en particulier le transport lourd, plus durable grâce à l'électrification.

## Northvolt demande une prolongation de trois mois de la procédure du chapitre 11.

Conformément à la restructuration annoncée par le fabricant de batteries, Scania acquiert Northvolt Systems Industrial pour moins de 9 M€. Cette division, dans laquelle Northvolt avait investi 143 M€, inclut l'usine de Gdansk en Pologne, employant 300 personnes et produisant des systèmes de batteries pour des plates-formes de forage et des chariots élévateurs. Northvolt Systems Industrial possède également une usine de prototypes à Stockholm. L'usine polonaise devrait renforcer Power Solutions, l'activité de moteurs industriels du constructeur de camions Scania.

## Le nombre de nuitées touristiques en Suède en légère hausse en 2024.

Selon les chiffres de l'Agence suédoise pour la croissance économique et régionale, le nombre de nuitées de touristes a atteint 69 M en 2024 (+0,7% par rapport à 2023), dont 17 M par des visiteurs étrangers (Allemands 3,6 M, Norvégiens 3,3 M, Danois 2 M et américains 1,5 M). Le nombre de nuitées par des Français a atteint 393 000 en 2024, contre 396 000 en 2023.

## **Le suédois Blykalla, développeur d'un projet de SMR, reçoit un financement de l'UE pour développer son réacteur.**

Le programme d'innovation *EIC Accelerator* de l'Union européenne a accordé à Blykalla AB – un fabricant suédois de petits réacteurs modulaires refroidis au plomb – une subvention de 2,5 M€ et une prise de participation de 15 M€. L'investissement est réalisé par l'intermédiaire du Fonds EIC, financé par la Commission européenne et géré par la Banque européenne d'investissement. L'objectif de Blykalla est de mettre en service, à horizon 2030, un réacteur affichant une puissance thermique de 140 MW.

## **La Suède souhaite intensifier la lutte contre le travail non déclaré.**

Selon une récente analyse de l'Agence suédoise des impôts (*Skatteverket*), l'État perd 97 Mds de SEK (8,6 Mds€) de recettes fiscales en raison du travail non déclaré, ce qui correspond à environ 7% des recettes qui théoriquement doivent revenir à l'État sur une base annuelle. Pour remédier à cette situation, la Cour des comptes suédoise (*Riksrevisionen*) mène actuellement un audit visant à éclairer le gouvernement sur le sujet. Dans un deuxième temps, ce dernier compte mettre en œuvre de nouvelles mesures correctrices.

## **La banque centrale suédoise publie un rapport sur les mesures visant à anticiper les menaces affectant la résilience du système de paiement.**

Dans un rapport publié le 18 février, la banque centrale suédoise (*Riksbank*) présente des mesures pour prévenir les risques pouvant affecter ce système. Ces actions s'inscrivent dans un contexte de vulnérabilité du système de paiement du pays. Les paiements en Suède étant largement dématérialisés (en 2023, moins de 10 % des achats en magasin étaient payés en espèces), les risques de perturbations sont accrus en cas de cyberattaques ou d'interférences hybrides sur les infrastructures financières.

## **L'écart de rémunération dans les entreprises suédoises se creuse.**

En 2023, les dirigeants des 50 plus grandes entreprises suédoises touchaient en moyenne une rémunération annuelle, incluant les revenus de capitaux, 71,1 fois supérieur à celui d'un ouvrier industriel, selon la Confédération syndicale LO. En 1950, lors des premières enquêtes sur le sujet, cet écart était de 11.

# Indicateurs économiques des pays nordiques

Taux de croissance trimestriels (en pourcentage, par rapport au trimestre précédent):

|                      | 2021<br>(moyenne annuelle) | 2022<br>(moyenne annuelle) | 2023<br>(moyenne annuelle) | T1 2024 | T2 2024 | T3 2024 |
|----------------------|----------------------------|----------------------------|----------------------------|---------|---------|---------|
| Suède                | 5,9                        | 1,5                        | -0,2                       | 0,6     | 0       | 0,3     |
| Danemark             | 7,4                        | 1,5                        | 2,5                        | -0,7    | 1,3     | 1,2     |
| Finlande             | 2,7                        | 1,5                        | -1,2                       | 0,4     | 0,1     | 0,3     |
| Norvège <sup>1</sup> | 3,9                        | 3,2                        | 0                          | 0,2     | 2       | -1,8    |
| dont PIB continental | 4,5                        | 4,3                        | 0,6                        | 0,4     | 0,3     | 0,5     |
| Islande              | 5,3                        | 9                          | 5                          | -1      | 1,5     | -1,1    |

Sources : [OCDE](#), SCB, SSB, DST, Statice, Tilastokeskus

<sup>1</sup> Pour la Norvège, le PIB retenu dans cette ligne est le PIB total (y compris hydrocarbures). La ligne suivante décrit l'évolution du PIB continental (i.e. hors hydrocarbures).

Taux d'inflation trimestriel (en glissement annuel)<sup>2</sup>:

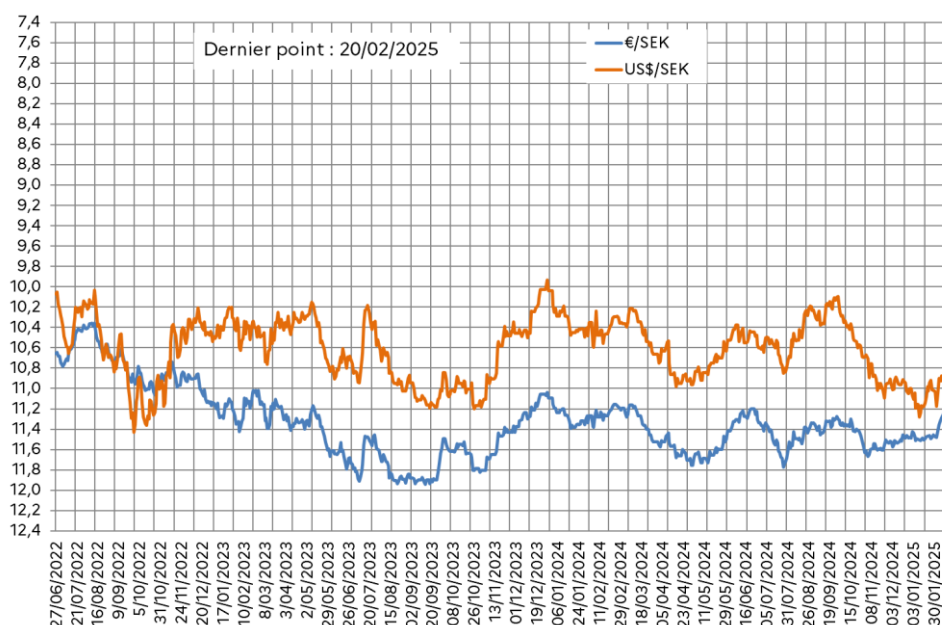
|          | 2021<br>(moyenne annuelle) | 2022<br>(moyenne annuelle) | 2023<br>(moyenne annuelle) | T1 2024 | T2 2024 | T3 2024 | T4 2024 |
|----------|----------------------------|----------------------------|----------------------------|---------|---------|---------|---------|
| Suède    | 2,2                        | 8,4                        | 8,6                        | 4,7     | 3,4     | 2       | 1,3     |
| Danemark | 1,9                        | 7,7                        | 3,3                        | 0,9     | 1,6     | 1,3     | 1,7     |
| Finlande | 2,2                        | 7,1                        | 6,2                        | 0,8     | 0,5     | 1       | 0,9     |
| Norvège  | 3,5                        | 5,8                        | 5,5                        | 4,2     | 3       | 2,8     | 2,4     |
| Islande  | 4,4                        | 8,3                        | 8,8                        | 7       | 5,7     | 5,9     | 4,9     |

Sources : SCB, SSB, DST, Statice, Tilastokeskus

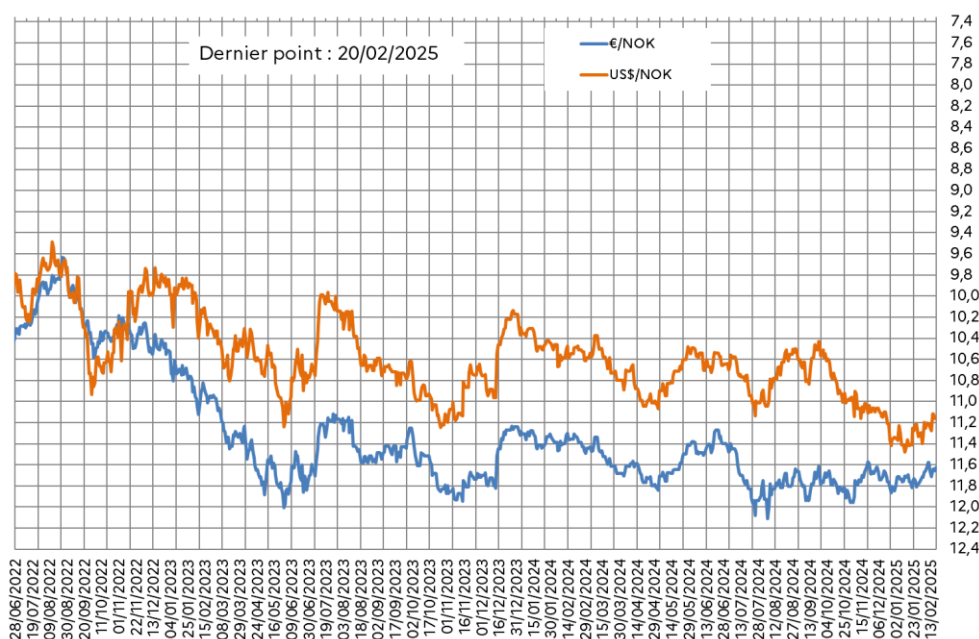
<sup>2</sup> L'indicateur retenu est la moyenne trimestrielle des taux d'inflation mensuel (en glissement annuel) de l'IPC.

# Evolution des taux de change

## Couronne suédoise



## Couronne norvégienne



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service Économique Régional de Stockholm (O. Cuny)

[olivier.cuny@dgtresor.gouv.fr](mailto:olivier.cuny@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : avec les contributions des Services Économiques de Copenhague (A. Reynaud, M. Valeur, R. Mellin), Helsinki (L. Torrebruno, O. Alapekkala, V. Masson), Oslo (F. Choblet, E. Falsanisi, G. Glorieux), Stockholm (J. Lauer Stumm, F. Lemaitre, J. Grosjean, P. Reyl, A. Cherhal) et de l'ambassade de France en Islande (N. Arlin).

Abonnez-vous : [pauline.reyl@dgtresor.gouv.fr](mailto:pauline.reyl@dgtresor.gouv.fr)